

*Initiatives ministérielles*

pays n'a fait plus pour Terre-Neuve que le présent gouvernement.

Voilà les chiffres qu'il devrait citer lorsqu'il nous en parle. Je crois que ce fouillis de chiffres qu'il présente et sa manière confuse de formuler le tout ne donnent pas une image tout à fait exacte.

**M. Simmons:** Monsieur le Président, j'étais enseignant avant d'être acteur; je remercie monsieur le député. J'aimerais dire au représentant de Carleton—Charlotte qu'on nous a appris à adapter le message au public. Je recommence donc une fois de plus pour ce public en particulier et je simplifierai le message autant que possible.

Je m'excuse si ma prestation a semblé confuse au député; j'ai dit que durant la période de 10 ans allant de l'année financière 1986-1987 à l'année financière 1995-1996, Terre-Neuve perdra 845 millions de dollars en paiements pour le financement des programmes établis, comparativement à ce qu'elle aurait obtenu si le gouvernement n'avait pas modifié la loi par le budget de 1986. Voilà ce que j'ai dit.

Ensuite, j'ai modifié ce chiffre en ajoutant les 31 millions de dollars que le gouvernement versera en plus cette année. J'ai précisé par la suite que le chiffre approximatif était de 800 ou 820 millions de dollars environ. Je suis convaincu que le député peut faire ce genre de soustraction.

Il déclare maintenant que les paiements de transfert forment 44 p. 100 du budget. Il a parfaitement raison à ce sujet. Il omet de dire toutefois que ce chiffre représente une baisse puisqu'il s'élevait auparavant à 48 p. 100. Avant que ce gouvernement n'entre en jeu, les paiements de transfert représentaient 48 p. 100 du budget provincial.

Pourcentages mis à part, on a tous entendu la phrase clé: Terre-Neuve reçoit l'argent des contribuables des autres provinces. Réfléchissons à cette phrase; le député veut-il dire que les contribuables de Terre-Neuve ne paient pas leur impôt fédéral de même que toutes les autres taxes? Ne sait-il pas que les fonds dont dispose le gouvernement du Canada proviennent de tous les contribuables canadiens et qu'une partie de ces 44 p. 100 est tirée des goussets des Terre-Neuviens? C'est une évidence. Je n'aime pas qu'on insinue que Terre-Neuve vit constamment aux crochets des neuf autres provinces. Cela ressemble à l'attitude rétrograde qui faisait dire ceci à l'égard des assistés sociaux: «Prenez l'argent, mais n'en dites mot à personne.»

Pourquoi tant de mes compatriotes de Terre-Neuve sont-ils au chômage en ce moment? Pourquoi ne travaillent-ils pas? Parce que le gouvernement que le député appuie a permis aux Espagnols et aux Portugais de piller nos stocks. La surpêche a commencé lors de la première saison de pêche qui a suivi l'arrivée au pouvoir

des conservateurs. Il n'y avait pas surpêche avant 1984 ni en 1984. À partir de 1985, la Communauté européenne a pêché huit fois son quota. En 1986, elle a pêché 12 fois son quota.

Les Français n'avaient jamais pratiqué la surpêche avant 1984. En 1985, ils ont pris trois fois leur quota; en 1986, ils ont fait la même chose, et le pillage se poursuit depuis sans que l'on entende une protestation de la bouche de nos vis-à-vis. Pourquoi des milliers de pêcheurs de Burin—Saint-Georges retirent-ils des prestations d'assurance-chômage? Parce qu'ils ne peuvent pas pêcher. Pourquoi? Serait-ce qu'ils sont paresseux? Non, c'est parce que cet homme et sa clique ont laissé les Espagnols et les Portugais piller nos stocks de poisson, détruisant ainsi notre mode de vie. C'est pourquoi les pêcheurs doivent rester à la maison ou attendre sur le quai plutôt que d'aller pêcher, ce qu'ils voudraient bien pouvoir faire.

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire):** Monsieur le Président, j'ai écouté avec grand intérêt ce que je croyais être la critique des talents d'acteur du député libéral.

Les talents du député conservateur qui a fait si grand cas de si peu m'ont grandement impressionné. Le premier ministre a dû lui donner des leçons.

Ma question au député est tout simplement la suivante. Il nous arrive de parler de façon abstraite des effets de la réduction du financement des programmes établis et autres paiements de transfert. Le député a brillamment illustré les politiques de ce gouvernement et la façon dont elles ont affecté la pêche à Terre-Neuve.

J'aimerais qu'on me donne des exemples précis de ce que représente pour l'enseignement postsecondaire à Terre-Neuve la réduction du financement des programmes établis entreprise par ce gouvernement depuis son arrivée au pouvoir. Le député pourrait peut-être faire un tableau complet qui tiendrait compte des 11 milliards de dollars qui ont été supprimés depuis 1982-1983.

**M. Simmons:** Je remercie mon collègue de Windsor—Sainte-Claire de sa question concernant l'enseignement postsecondaire. Je commençais à m'y mettre lorsque mon temps de parole a pris fin malheureusement.

L'une des choses qui nous étonnent sur le plan de l'éducation à Terre-Neuve depuis deux, trois ou quatre décennies, c'est la proportion d'étudiants par rapport à la population ainsi que leur nombre en chiffres absolus. Lorsque je fréquentais l'Université Memorial, la seule université de Terre-Neuve, elle comptait, je crois, 1 100 étudiants. Aujourd'hui, les effectifs sont de l'ordre de 12 000 à 13 000 étudiants, sans compter ceux qui suivent des cours du soir et les étudiants à temps partiel. Des milliers d'étudiants fréquentent cette université où ils obtiennent des diplômes de premier et de deuxième